

Chine

Région du Xinjiang (Ouïgours)

Région autonome du Tibet (TAR)



CHINE :

Population : 1'306'313'812 habitants (estimation de juin 2005). Chaque année, des centaines de milliers de Chinois Han sont systématiquement déplacés dans les régions de l'ouest de la Chine.

Groupes ethniques : 56 minorités ethniques (env. 8% de la population) sont officiellement recensées. Les 92% restant sont des Chinois Han. Les membres des minorités sont souvent victimes de discriminations et présentent un taux d'analphabétisme et de chômage plus élevé que la moyenne.

Constitution : adoptée le 4 décembre 1982. Dans sa quatrième révision de la Constitution, l'Etat chinois prévoit pour la première fois de garantir la protection des droits de l'homme.

Service militaire : obligatoire pour les hommes et les femmes entre 18 et 22 ans pour une durée de deux ans. Aucune limite d'âge pour le service volontaire (information 2004).

Monnaie : un Renminbi Yuan chinois (CNY) = 0.09964 euro.

Ressources : dans les régions de l'ouest du pays, le gouvernement chinois s'assure l'accès aux ressources par le « plan de développement de l'Ouest », en place depuis 1999. En pleine expansion, les grandes villes industrielles de Chine ont un urgent besoin de toutes ces matières premières. La population locale ne profite néanmoins que très peu du développement économique. En effet, les Chinois Han occupent tous les nouveaux emplois que celui-ci génère.

Politique : La Chine est un Etat extrêmement répressif. La crainte de perdre son unité nationale et territoriale caractérise l'ensemble de sa politique. Officiellement, les cinq régions chinoises, dont le Xinjiang et le Tibet, jouissent d'une autonomie « sous contrôle du gouvernement central ». Dans la pratique cependant, l'influence du Parti communiste dans les infrastructures régionales est considérable. Partout, les fonctions les plus importantes au sein du gouvernement, de la police et des services de sécurité sont aujourd'hui encore exclusivement réservées aux membres du Parti.

Religions : officiellement, la Chine est athée. Le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, le catholicisme et le protestantisme sont des religions tolérées, mais chaque communauté a l'obligation de se faire enregistrer par les autorités avant d'obtenir le droit de pratiquer son culte. Les adeptes du Falun sont en permanence victimes de discriminations et de persécutions, ou encore de condamnations à des peines dans des camps de travail. Nombre d'entre eux ont été torturés durant les interrogatoires. D'autres ont été assassinés.

Partis politiques : La Chine est de facto un Etat au parti unique, le Parti communiste chinois qui contrôle les huit « partis d'opposition » réunis au sein de la Conférence politique consultative.

Droit et système judiciaire : selon la Constitution chinoise, le système judiciaire est indépendant de l'Etat. Dans la pratique, les membres du gouvernement et du Parti exercent une très forte influence dans toutes les régions. Il n'est pas rare qu'ils dictent les jugements, surtout lorsqu'il est question d'un délit politique en matière de sécurité nationale. Corruption et inefficacité dominent le système judiciaire. Au cours d'une procédure, par exemple, les aveux sont considérés comme des preuves avérées, ce qui, malgré son interdiction officielle, encourage la torture en tant que moyen pour les obtenir. De nombreuses violations des droits humains sont issues de la faiblesse des structures de la justice. La peine de mort est encore prononcée dans soixante-cinq cas pénaux, notamment les délits contre la sécurité nationale. Pour 2004, Amnesty International estime le nombre des exécutions à au moins 3'400.

Situation sanitaire : actuellement, les soins médicaux ne sont plus assurés, surtout dans les régions rurales. Pour une grande partie de la population, la consultation d'un médecin et les soins hospitaliers



Source : spiegel.de

sont trop onéreux, en particulier dans les campagnes où les médicaments nécessaires manquent la plupart du temps.

Situation des droits de l'homme : L'Etat chinois justifie les nombreuses violations des droits humains dont il se rend coupable par ce qu'il définit comme des mouvements séparatistes ou d'opposition à l'Etat. Des dizaines de milliers de prisonniers incarcérés pour des raisons politiques ou religieuses croupissent dans les prisons et les camps de travail. L'état de ces camps n'est d'ailleurs pas vraiment meilleur que celui des prisons. Très souvent, les détenus y restent incarcérés des années sans inculpation. Les représentants de certaines organisations internationales se voient en outre refuser toute visite de contrôle. La plupart des prisons sont surchargées, leurs conditions d'hygiène catastrophiques. Les prisonniers politiques sont régulièrement privés de médicaments ou de nourriture, les visites de leurs proches fréquemment interdites. Sortir illégalement de Chine est punissable. Selon la gravité des circonstances qui ont entouré cette tentative de fuite, le délit est passible de prison ferme ou d'une amende. En Chine, la traite des êtres humains, notamment des femmes, est un grave problème. Jusqu'en 1991, « l'achat » d'une femme n'était sanctionné d'aucune peine pénale.

Demandes d'asile en Suisse : en 2004, 70 personnes (dont 8 nouveaux-nés) venant de Chine ont déposé une demande d'asile. En 2004 toujours, 43 demandes ont été acceptées (dont 9 pour cause de regroupement des familles), 168 ont été rejetées. 25 demandeurs ont reçu une NEM, 84 personnes ont été provisoirement admises. Les statistiques ne présentent pas de distinction entre les ethnies.

XINJIANG :

Superficie : 1'646'800 km²

Population : 20 millions d'habitants.

Groupe ethniques : environ 50% de Chinois Han, 40% d'Ouïgours, ainsi que 10% de Kazakhes et de Kirghizes.

Religions : l'islam (Ouïgours) et autres.

Langues : l'ouïgour, le chinois, le kirghize et le turc.

Ressources : la région présente d'importants gisements de gaz et de pétrole.

Politique : malgré le statut officiel d'autonomie de la région, le PC continue de facto de la gouverner. Les Ouïgours occupent un certain nombre de postes dans les administrations publiques, mais tous les candidats doivent être recommandés par le Parti communiste.

Groupe d'opposition : selon le Ministère chinois de la sécurité, les groupes suivants sont considérés comme terroristes : Organisation de Libération du Turkestan oriental (ETLO), Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM), Congrès mondial ouïgour de la Jeunesse (WUYC), Centre d'Information du Turkestan oriental (ETIC).

En ce qui concerne l'ETIC, celui-ci est soupçonné d'exercer des activités terroristes. Les autres organisations sont des ONG non-violentes, dont l'un des objectifs est de documenter les violations des droits de l'homme. Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont placé l'ETIM sur leur liste des organisations terroristes. En outre, les autorités chinoises surveillent de près les activités des organisations du Turkestan oriental à l'étranger, ainsi que les personnes suspectes, en Chine et partout ailleurs.



Source : maps-of-china.com

Chronique : depuis de nombreuses années, l'Etat pratique une politique active de développement de la population dans cette région en pleine expansion économique. Ces dix dernières années, plus de 1,2 million de Chinois Han se sont installés au Xinjiang. L'Etat garde cependant le silence sur l'ampleur réelle des migrations (forcées). Lors des recensements, par exemple, de nombreux travailleurs chinois qui vivent dans la région ne sont pas enregistrés. Sous prétexte de lutter contre tout mouvement séparatiste ou terroriste, la culture, la religion et la langue des Ouïgours sont massivement muselées. Depuis les événements du 11 septembre 2001, la répression à l'égard des (soi-disant) terroristes islamistes s'est encore durcie. Les migrations internes auxquelles l'Etat pousse de nombreux Chinois Han vont de pair avec les expropriations et d'autres discriminations que subit le peuple Ouïgour. En 2004, notamment, la Chine a décidé l'annexion au système scolaire chinois de cinquante écoles qui enseignaient en langue ouïgour. La mise en place de cette mesure devrait être achevée dans les cinq ans à venir. Faute de connaissances suffisantes de la langue chinoise, des milliers d'enseignants perdront leur emploi. Aujourd'hui, déjà, les administrations modifient les noms de famille. Ainsi, tous les documents officiels des Ouïgours mentionnent à présent leurs nouveaux noms « chinois ».

Situation des droits de l'homme : depuis les années 1990, l'Etat chinois se rend coupable de violations massives des droits de l'homme. Depuis quelques années, la répression et les arrestations arbitraires sont en constante augmentation dans cette région, dont la population est en grande majorité musulmane. En 1996, le gouvernement a lancé dans tout le pays une campagne de répression contre ses trois ennemis déclarés, « le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux ». Cette campagne a officiellement été relancée en mai 2005. Qu'il s'agisse de répression ou d'arrestations, les autorités chinoises ne font souvent aucune distinction entre les Ouïgours qui revendiquent pacifiquement leur indépendance et ceux qui commettent réellement des actes de violence. Toutes les pratiques religieuses sont soumises à des contrôles extrêmement sévères. Pénétrer dans une mosquée peut signifier la perte de son emploi, pratiquer son culte suffire à être arrêté et torturé. Les imams n'ont pas le droit d'enseigner à des jeunes de moins de dix-huit ans. En 2004, de nombreuses mosquées ont encore été fermées et leurs imams arrêtés. Condamnées à mort pour activités terroristes, plus de cinquante personnes ont été exécutées en 2004. De son côté, *Human Right Watch* parle d'au moins 200 exécutions depuis 1997 pour des « crimes contre la sécurité nationale ». Le Xinjiang est la seule région de Chine où la peine de mort pour délit politique est régulièrement prononcée. Tous ceux qui transmettent à l'étranger des informations sur les droits de l'homme courent le danger d'être arrêtés et torturés. Le HCR pense par ailleurs que les Ouïgours qui sont politiquement actifs hors de leur pays sont en réel danger s'ils rentrent chez eux. Au printemps 2005, même les Etats-Unis se sont opposés au rapatriement de vingt-deux prisonniers ouïgours détenus à Guantanamo. Ils ont justifié leur fin de non-recevoir à la demande chinoise d'extradition par le danger certain de torture ou d'exécution que ces prisonniers encouraient.

Région autonome du Tibet (TAR) :

Superficie : 1'222'000 km²

Population : 2,7 millions d'habitants.

Groupe ethniques : selon les autorités chinoises, plus de 90 % de Tibétains, environ 6% de Chinois Han et d'autres minorités, comme les Hui, Moinba, Lhoba, Naxi, Nu et Drung, vivent dans la région autonome du Tibet.

Religions : bouddhisme (Tibétains) et autres.

Langues : le tibétain et le chinois.

Ressources : bois, eau, gisements d'or, de cuivre, de bauxite et de charbon.

Politique : malgré le statut officiel d'autonomie de la région, le PC continue de facto de la gouverner. Le chef spirituel des Tibétains est le Dalaï Lama. Celui-ci vit actuellement en exil.

Chronique : en 1983, la Chine lança la campagne *strike hard*. Instrument de lutte contre la criminalité dans un premier temps, elle a surtout permis d'étouffer dans l'œuf toute opposition politique au Tibet. Arrestations arbitraires,

interrogatoires et torture, perte d'emploi ou exclusion des monastères étaient monnaie courante. En novembre 2004, cette campagne a officiellement été relancée. L'Etat chinois soutient le développement économique du Tibet au moyen de subventions. Parallèlement, il encourage, là aussi, la migration interne des Chinois dans la région. Il s'agit d'un aspect essentiel de sa politique de rejet de la culture tibétaine et de la contrainte d'assimilation que subit ce peuple depuis des décennies. Dans les écoles supérieures, le chinois est la langue officielle. Sans connaissances suffisantes de cet idiome, les jeunes Tibétains sont exclus des formations universitaires et des postes de haut niveau. Bien que des représentants du Dalaï Lama aient pu se rendre en visite officielle au Tibet en 2004, ou que quelques prisonniers politiques aient été libérés, l'accès à l'information ou le droit de voyager restent très limités. Selon divers experts, le Tibet est plus que jamais sous contrôle politique, social et économique de la Chine, en particulier dans les régions rurales, où les Tibétains ne parviennent pas à obtenir des papiers d'identité (passeport) chinois. Les autorités peuvent en refuser l'établissement en arguant qu'un voyage hors du Tibet pourrait porter préjudice à la sécurité nationale et aux intérêts du pays.



Source : maps-of-china.com

Situation des droits de l'homme : les monastères tibétains sont partiellement soumis au contrôle des hautes autorités de l'Etat chinois qui en définissent la taille, l'âge d'admission des futurs moines, ainsi que l'attitude prochinoise dont doivent faire preuve les aspirants et leurs familles. Même si certaines pratiques religieuses sont officiellement autorisées, l'Etat intervient avec brutalité s'il croit déceler des mouvements d'indépendance. Posséder des photos du Dalaï Lama, coller des affiches prônant l'autonomie du Tibet, ou interpréter des chants au contenu politique, suffit pour être arrêté, torturé et incarcéré des années durant, sans jugement, ou après un procès à huis clos. Les détenus tibétains sont très souvent battus et torturés en prison. En octobre 2004, un moine a été assassiné pour avoir demandé à la police qu'elle lui rembourse les frais médicaux occasionnés par les blessures qui lui avaient été infligées durant sa détention. Selon Amnesty International, il y avait plus de cent prisonniers politiques au Tibet à la fin de l'année 2004. La majeure partie d'entre eux sont des moines et des religieuses.

Sources : AI, 2004: *People's Republic of China. Uighurs fleeing persecution as China wages its «war on terror»*. Human Rights Watch, 2005 : Chine. Commission des droits de l'homme de l'ONU, 2005 : *the worst of the worst. The world's most repressive societies*. U.S.Département of State, 2005 : China Country Report. www.ecoi.net, www.unhcr.ch.